

## FRANCE

# Une semaine qui pourrait tout changer pour DSK, pour le PS et même pour la gauche et la droite

**Les événements s'emballent dans l'affaire DSK et mettent la classe politique française, droite et gauche confondues, en effervescence. Les hypothèses d'un «piège», de connexions politiques entre l'hôtel Sofitel de New York et des officines dans l'Hexagone (pour certains, même d'un possible complot politique) s'invitent dans l'actualité depuis que les derniers éléments du week-end livrés par la presse new-yorkaise évoquent un possible abandon des charges contre DSK et du procès même, et ce, avant le 18 juillet prochain, date de sa prochaine comparution. Comme nous l'écrivions dans notre édition du 16 mai, l'affaire DSK «pourrait brouiller toutes les cartes».**

De notre bureau de Paris,  
Khadidja Baba-Ahmed

Alors que depuis son inculpation pour viol présumé par la justice new-yorkaise, tous les projecteurs étaient braqués sur DSK, sur la personnalité de l'ancien DG du FMI, ses penchants «pervers» et tous ses «travers», depuis sa libération sur parole vendredi dernier eu égard au manque de crédibilité de la présumée victime — Nafissatou Diallo — et malgré le maintien par le procureur des charges retenues contre lui, c'est cette dernière qui capte depuis tous les regards et qui se retrouve au centre de toutes les enquêtes. Elle aurait menti sur presque tout et comment la croire sur l'agression dont elle aurait été la victime présumée ? C'est en tout cas ce que dit maintenant la presse américaine sur la foi des enquêtes lancées par le procureur lui-même qui semble, selon cette même presse, découvrir «une face cachée» loin de l'image véhiculée jusque-là et qui a amené ce procu-

reur à décider de l'inculpation de DSK et de toutes les mesures de caution, d'assignation à résidence, de bracelet électronique. Nafissatou Diallo, cette femme de chambre d'origine guinéenne, aurait menti et changé de version à maintes reprises : sur les conditions d'obtention, en 2002, de son asile politique (à cause d'un viol subi en Guinée, puis de mutilations génitales dont elle aurait été victime) ; sur les conditions aussi de l'agression par DSK, les versions présentées par l'intéressée ont notablement changé. Les enquêteurs ont, par ailleurs, et dès le lendemain de l'accusation de DSK, mis sur écoute Nafissatou qui aurait téléphoné à un dealer emprisonné et évoqué avec lui «les possibles bénéfices» qu'elle pourrait tirer de cette affaire affirmant à son interlocuteur «ne t'inquiète pas, ce type a beaucoup d'argent. Je sais ce que je fais». La poursuite de l'enquête révélera que ce même dealer aurait versé à plusieurs reprises de grosses sommes d'argent dans le compte de Nafissatou qui n'avait pas

moins de 100 000 dollars dans son compte. Mieux encore, la présumée victime, selon le *New York Post*, aurait eu des activités de prostitution dans le Sofitel qui l'employait. Face à cette série de découvertes en cascade, le procureur Cyrus Vance Jr est bien obligé de reconnaître que l'intéressée n'est plus crédible et que s'il continuait à poursuivre DSK, c'est son propre devenir qui est en jeu, dans la mesure où il doit se représenter au poste de procureur, un poste électif. Beaucoup de commentateurs en France comme aux Etats-Unis considèrent qu'il va abandonner les charges contre DSK et que ce dernier pourrait bénéficier très vite d'un non-lieu, avant le 18 juillet. Les nouveaux faits révélés comme cette hypothèse d'abandon des poursuites ont très vite mis le feu aux poudres ici en France. Au sein du PS, le scénario d'un retour de DSK dans la course pour les primaires est remis sur le plateau, même si le dépôt des candidatures pour ces primaires est fixé au 13 juillet courant. Martine Aubry, candidate déclarée, considère que si DSK est innocenté «personne n'osera lui opposer un quelconque calendrier». François Hollande, autre candidat aux primaires socialistes donné favori par les sondages, dit «n'avoir aucune réserve par rapport à l'idée de reporter la date de clôture du dépôt des candidatures». Les uns comme les autres semblent toutefois quelque peu perturbés par cette nouvelle donne et pensent qu'il est peu probable que DSK, même s'il

obtient un non-lieu, soit prêt psychologiquement à se lancer dans la bataille de la présidentielle. Aujourd'hui, si tout bruisse sur «va-t-il se présenter s'il est innocenté ?», il y a une autre interrogation qui s'exprime et des doutes qui s'installent notamment chez les fidèles de DSK qui évoquent «de possibles connexions politiques dans cette affaire». L'on s'interroge notamment sur le comportement des dirigeants du groupe Accor (propriétaire du Sofitel) et sur le fait que le service de renseignement de l'Elysée aurait été prévenu de l'arrestation de DSK vers 23h45, soit une heure après son arrestation. L'interrogation concerne également les nombreux tweets émis très vite par un militant UMP sur l'affaire DSK. Même en dehors du PS, des doutes s'installent : François Bayrou, patron du Modem, n'a pas totalement écarté la thèse du complot, répondant dimanche soir à un journaliste : «Je n'y croyais pas une seconde... aujourd'hui, je ne sais plus.» En attendant, le groupe Accor s'est fendu d'un communiqué dans lequel il nie formellement toute intervention de ses dirigeants dans l'affaire DSK. Quant à l'Elysée, aucun communiqué officiel après ces insinuations de complot, mais une intervention du ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, qui reconnaît qu'il a été informé par son directeur de cabinet de l'arrestation de DSK une heure après son arrestation et qu'il «est normal» qu'un grand groupe hôtelier prévienne l'Elysée.

K. B.-A.

## LIBYE

# Zuma et Medvedev veulent faire entendre leur voix auprès de l'Otan

**Le président russe a rencontré hier son homologue sud-africain en marge d'une réunion du Conseil Otan-Russie, consacrée notamment à la Libye, où Moscou et Prétoria pourraient appeler l'Alliance à cesser ses raids aériens contre le régime du colonel Kadhafi.**

Le président sud-africain Jacob Zuma a rencontré le président russe Dmitri Medvedev dans la ville de Sotchi, sur les bords de la mer Noire, juste avant des pourparlers avec le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, dans le cadre d'une réunion du Conseil Otan-Russie au niveau des représentants permanents, qui réunira les ambassadeurs des 28 (bien 28) Etats membres de l'Otan.

«J'aimerais que les représentants de l'Otan entendent, à la fois de ma part et peut-être de la vôtre Monsieur le Président (Zuma), ce qui se passe dans ce pays», en Libye, a déclaré le

président russe. M. Zuma a assuré de son côté que rencontrer les membres de l'Otan «serait très utile en termes d'interaction, car ils pourraient apprendre quelles sont les préoccupations actuelles de l'Union africaine (UA)». Selon des responsables sud-africains, parlant sous couvert de l'anonymat, MM. Zuma et Medvedev pourraient faire une déclaration commune, appelant l'Otan à cesser ses raids aériens contre le régime du colonel Kadhafi. L'Afrique du Sud avait annoncé dimanche la visite en Russie de son président après un sommet de l'Union africaine durant lequel l'organisation a adopté un

texte qui doit servir de base à des négociations futures entre les parties libyennes. Ce texte prévoit d'écarter le colonel Mouammar Kadhafi des négociations, tout en refusant d'appliquer le mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale contre le dirigeant libyen pour crimes contre l'humanité. Le document n'appelle pas en outre explicitement le colonel Kadhafi à céder le pouvoir. Il prévoit par ailleurs le déploiement d'une «force de maintien de la paix». Les rebelles ont rejeté dimanche cet accord-cadre car il «n'inclut pas le départ de Kadhafi, de ses fils et de son cercle rapproché», a expliqué Abdel Hafiz Ghoga, un de leurs porte-parole. Hier, le chef du Conseil

national de transition (CNT) a renchéri qu'il n'y avait «aucune chance, actuellement ou dans l'avenir, pour que Kadhafi reste en Libye» tout en reconnaissant qu'une telle offre lui avait auparavant été soumise. Le colonel Kadhafi, au pouvoir depuis 42 ans, répète lui à l'envi qu'il ne cédera pas à la pression militaro-diplomatique. Son fils aîné, Mohamed Kadhafi, a de surcroît accusé des pays occidentaux d'avoir envoyé des commandos à Tripoli pour «éliminer physiquement» le colonel, selon le président russe de la Fédération internationale des échecs (Fide), Kirsan Ilioumjinov, en visite en Libye, cité par l'agence russe Interfax. M. Ilioumjinov avait déjà rencontré à la

mi-juin à Tripoli le colonel Kadhafi, avec lequel il avait disputé une partie d'échecs. Comme l'Afrique du Sud, la Russie cherche à jouer un rôle de médiateur dans le conflit en Libye. Le président Dmitri Medvedev a envoyé en juin un émissaire dans ce pays pour discuter avec les deux belligérants. De son côté, fin mai Jacob Zuma, mandaté par l'Union africaine, s'était rendu à Tripoli pour rencontrer Mouammar Kadhafi et tenter, sans succès, une médiation. La Russie s'était abstenue d'opposer son veto en février au Conseil de sécurité à la résolution 1973 qui a donné lieu à l'intervention occidentale en Libye, mais en a ensuite dénoncé l'interprétation de l'Otan.

## IRAK

# 10 tués et 28 blessés dans plusieurs attaques

**Dix personnes, dont cinq policiers et deux soldats, ont été tués et 28 ont été blessés dans une série d'attaques hier en Irak, a-t-on indiqué de sources policières.**

Dans la province sunnite d'Anbar, un policier et un civil ont été tués par une voiture piégée près de l'hôpital de Saqlawiya, à 60 km à l'ouest de Bagdad, a affirmé le commandant de police Nouri Al-Joumaili. Il a ajouté que trois civils et cinq policiers ont été blessés dans cet attentat. Par ailleurs, selon le général Farouk Al-Jughafai, chef de la police de Haditha, à 210 km à l'ouest de Bagdad, deux policiers ont été blessés lorsqu'un kamikaze a fait détonner sa ceinture d'explosifs dans l'enceinte de la municipalité après que des policiers ont tiré sur lui. A Bagdad, dans le quartier de Mansour (ouest), trois policiers ont été tués et quatre per-

sonnes, dont un policier, ont été blessées par une bombe qui visait leur patrouille, selon une source du ministère de l'Intérieur. A Bab Al-Mouazam, dans le centre de la capitale, cinq policiers ont été blessés par un kamikaze qui tentait de pénétrer dans une station de bus qu'ils protégeaient, selon la même source. Dans le sud de la capitale, une bombe a tué une personne et en a blessé trois autres.

Dans la province de Babylone, au sud de Bagdad, une bombe a tué un soldat et blessé deux civils alors qu'un policier appartenant à l'unité de lutte contre le crime a été tué par un inconnu. Par ailleurs, trois enfants qui fouillaient dans les ordures ont été blessés par une bombe qui y était cachée. A Saadiya, à 100 km au nord-est de Bagdad, dans la province de Diyala, un membre de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, du

président Jalal Talabani) a été assassiné par des inconnus armés de pistolets munis de silencieux, selon une source de sécurité.

Un soldat a également été tué et un autre blessé par une bombe à l'extérieur de Mossoul, à 350 km au nord de Bagdad, selon les services de sécurité de la ville. Le mois de juin a été le plus meurtrier depuis le début de l'année tant pour les Irakiens que pour les soldats américains qui doivent en principe avoir quitté le pays à la fin de l'année.

Ainsi 271 Irakiens ont péri en juin dans des attentats, dont 155 civils, 77 policiers et 39 soldats, selon des chiffres compilés par les ministères de la Santé, de la Défense et de l'Intérieur. Il s'agit d'une augmentation de 34% par rapport à mai et il faut remonter à septembre 2010 pour trouver un bilan plus lourd avec 273 tués.

## SYRIE

# 2 civils tués dimanche soir près de Damas par les forces de l'ordre

Deux civils ont été tués dimanche soir par des tirs des forces de sécurité qui dispersaient une manifestation à Hajar Assouad dans la province de Damas, a indiqué le chef de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme Rami Abdelrahmane. «Deux manifestants ont été tués et huit autres blessés dimanche soir par les tirs des forces de sécurité qui dispersaient une manifestation à Hajar Assouad», a affirmé M. Abdelrahmane. Par ailleurs, hier à l'aube, huit personnes ont été blessées au cours d'une opération militaire dans le gouvernorat d'Idleb, à la frontière turque. «L'armée a pris d'assaut hier à l'aube le village de Hass et est arrivée aux abords de Kfar Noubel. L'armée a contrôlé la localité voisine de Kafr Roma et les soldats sont déployés entre Hass et Kfar Noubel», ont indiqué des militants. «Des chars de l'armée ont investi la ville de Maaret Al-Nouman (nord-ouest), de plusieurs côtés après avoir pillonné la ville de façon intensive», ont-ils précisé. D'autre part, les forces de sécurité ont procédé à une campagne de perquisitions dans le village de Nassib dans le gouvernorat de Deraa (sud), où est née la contestation contre le régime du président Bachar Al-Assad le 15 mars, selon des militants des droits de l'Homme. «14 personnes ont été arrêtées dans ce village à la frontière avec la Jordanie, lors d'une campagne lancée tôt hier par la sécurité syrienne», a indiqué un militant.